

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 décembre 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 décembre 2020, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris au sujet de la campagne de désinformation systématique menée par certains régimes contre la République islamique d'Iran.

Les États-Unis, non contents d'user et d'abuser de sanctions inhumaines qu'ils imposent aux nations qui résistent à leurs politiques iniques, souffrent également d'une forte accoutumance à la désinformation et aux accusations infondées, qu'ils profèrent au sujet de ces nations.

C'est ce qui explique pourquoi les campagnes iranophobes, notamment la diffusion systématique et généralisée de fausses informations et d'allégations infondées contre l'Iran, ont toujours été l'un des principaux éléments de la stratégie communément appliquée vis-à-vis de la République islamique d'Iran par les États-Unis et le régime israélien.

Tous deux cherchent par ce biais, principalement, à détourner l'attention des politiques hostiles et hégémoniques qu'ils mènent, en particulier au Moyen-Orient, notamment en recourant à l'occupation, à l'agression et à l'oppression, semant les graines de la haine et de la discorde entre et parmi les nations musulmanes de la région.

C'est à cette fin que non seulement ils se servent des médias occidentaux, mais qu'ils abusent également des mécanismes offerts par les organisations internationales, en particulier l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, en 2020, les représentants des États-Unis et du régime israélien n'ont manqué aucune occasion de dénigrer l'Iran et de porter des allégations infondées contre mon pays au Conseil de sécurité.

Par la présente, je rejette catégoriquement toutes ces allégations et fausses informations proférées par les États-Unis, notamment aux séances que le Conseil a tenues les 9 janvier (S/PV.8699), 21 janvier (S/PV.8706), 18 février (S/PV.8725), 25 février (S/PV.8732), 16 avril (S/2020/313), 27 mai (S/2020/465), 21 juillet (S/2020/736), 29 juillet (S/2020/758), 19 août (S/2020/823), 25 août (S/2020/837), 26 août (S/2020/845), 10 septembre (S/2020/902), 18 septembre (S/2020/936), 24 septembre (S/2020/953), 18 novembre (S/2020/1128) et 24 novembre 2020 (S/2020/1144), de même que la déclaration faite par la représentante dudit pays (S/2020/805) pour expliquer son vote sur le projet de résolution déposé au Conseil (S/2020/797), ainsi que la teneur des lettres datées du 20 août (S/2020/815) et du 21 août 2020 (S/2020/822) adressées, respectivement, au Président du Conseil de



sécurité et au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Je saisis également cette occasion pour rejeter catégoriquement toutes les allégations et fausses informations véhiculées par le régime israélien, notamment aux séances que le Conseil de sécurité a tenues les 21 janvier (S/PV.8706), 22 janvier [S/PV.8706 (Resumption 1)], 23 avril (S/2020/341), 27 mai (S/2020/465) et 21 juillet 2020 (S/2020/736), ainsi que la teneur des lettres du représentant dudit régime datées du 19 avril (S/2020/318), du 22 mai (S/2020/433) et du 24 novembre 2020 (S/2020/1140).

De même, je ne puis que rejeter catégoriquement les allégations du même acabit proférées par le représentant du Royaume d'Arabie saoudite auprès de l'Organisation des Nations Unies aux séances que le Conseil de sécurité a tenues les 10 janvier [S/PV.8699 (Resumption 1)] et 21 juillet 2020 (S/2020/736), ainsi que celles contenues dans la lettre datée du 9 août 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2020/788). Que les groupes terroristes et extrémistes sont principalement parrainés par certains pays du golfe Persique est un fait bien établi.

De surcroît, le Secrétaire général de la Ligue des États arabes ayant employé, dans la déclaration qu'il a faite au Conseil, le 20 octobre 2020, sur la question intitulée « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : examen d'ensemble de la situation dans la région du golfe Persique », un faux nom pour désigner le golfe Persique, je me dois de souligner, une fois de plus, que l'expression « golfe Persique » est la seule appellation géographique correcte de l'espace maritime séparant l'Iran de la péninsule arabique, et ce, depuis des temps immémoriaux. Comme en attestent les archives de tous les grands instituts de cartographie, cet espace maritime n'a jamais porté d'autre nom que celui de golfe Persique, et c'est donc ce nom qui doit être respecté par tous.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid Takht **Ravanchi**